



Colombie - Accord de Paix historique : Un long processus inachevé...

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 07 octobre 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Au moment de publier cet article sur le processus de Paix en Colombie et le référendum sur l'accord conclu entre le gouvernement et le représentant des FARC le prix Nobel [avait été annoncé il y a quelques heures](#). Il a été décerné au président colombien Juan Manuel Santos. Cependant le prix n'a pas été attribué également au commandant en chef des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Rodrigo Londoño (« Timochenko »)...

L'optimisme et l'espoir d'une paix durable enfin établie régnaient en Colombie le 24 août dernier. La signature d'un Accord de Paix entre le gouvernement colombien et les FARC était obtenue après quatre années de négociation. Un très long processus, une expérience sans précédent, sous l'égide du gouvernement norvégien et, bien sûr aussi du gouvernement de Cuba, lieu des pourparlers sans oublier le coup de main donné par le Venezuela et le Chili en tant que pays accompagnateurs. La déception a été grande le soir du 2 octobre 2016 quant l'Accord de paix a été rejeté par une très faible majorité de 55 000 voix lors d'un référendum, dernière étape prévue dans le cadre des rendez-vous pour la paix qui ont été, à maintes reprises, qualifiés d'historiques. Cependant « [63 %, ne s'est pas présenté aux urnes pour des motifs qui restent à clarifier](#). »

Même si cet Accord se trouve inopérant pour le moment, nous exposons, ici, ce qui nous semble important de connaître concernant ce processus de rétablissement de la paix à l'intérieur d'un cadre national. Nous présentons un aperçu du contenu des éléments suivants: Le plan de négociation accepté par les parties en septembre 2012, quelques extraits du Préambule de l'Accord de paix, la signature de l'Accord de paix, la ratification de l'Accord par les FARC, la signature de l'Accord à Cartagena, Colombie et la tenue du référendum de consultation et d'acceptation de l'Accord par la population de la Colombie le 2 octobre 2016.



En bref, il a fallu déployer beaucoup d'efforts et consentir à se plier à un très long processus pour parvenir à signer un Accord de paix. Plusieurs étapes ont été nécessaires : La signature d'un Agenda des négociations en septembre 2012; le début des négociations en novembre 2012; Quatre années de négociations; la signature de l'Accord de paix à La Habana, Cuba, le 24 août 2016; la ratification de l'Accord par les FARC au cours de la XIème Conférence nationale tenue entre les 17 et 23 septembre 2016, la signature de l'Accord à Cartagena en Colombie le 26 septembre 2016 et la tenue d'un référendum de consultation et d'approbation de l'Accord par le peuple colombien le 2 octobre 2016 (tableau 1).

Nous avons retenu annexés les trois éléments suivants :

- 1) La référence au contenu complet du Plan des négociations de 2012;
- 2) La référence à la version définitive de l'Accord final du 24 août 2016;
- 3) Le texte de la déclaration de Humberto de La Calle, négociateur en chef du gouvernement colombien, texte que nous avons traduit de l'espagnol.

Tableau 1. La paix sans armes en Colombie entre le gouvernement colombien et les FARC. Les principaux rendez-vous

Les rendez-vous

L'acceptation du plan de négociation : 2 septembre 2012

Les négociations elles-mêmes : Novembre 2012 / 24 août 2016

La signature de l'Accord à la Habana, Cuba : 24 août 2016

La ratification de l'Accord par les FARC : Xe Conférence nationale / 17-23 septembre 2016

La signature de l'Accord à Cartagena, Colombie : 25 septembre 2016

La tenue d'un référendum pour son acceptation : 2 octobre 2016 ou rejet par le peuple colombien

Source : Voir la liste des références de cet article

I.L'acceptation de l'Agenda de négociations le 2 septembre 2012

Nous présentons le texte du Préambule de l'Agenda de négociation signé en septembre 2012 (traduction de l'espagnol par l'auteur). On peut souligner l'environnement favorable qui régnait alors en Colombie pour en arriver à une « paix stable et durable » et la volonté exprimée par les parties de collaborer étroitement à l'intérieur de ce processus:

« Avec la décision mutuelle de mettre fin au conflit en tant que condition essentielle pour la construction d'une paix stable et durable;

Entendant la clameur de la population en faveur de la paix, et en reconnaissant que: Construire la paix est une question pour la société dans son ensemble, une question qui nécessite la participation de tous, sans distinction, y compris celle d'autres organisations de guérilla que nous invitons à se joindre à ce projet;

Le respect des droits de l'homme dans tout le territoire national est un objectif à promouvoir;

Le développement économique avec justice sociale en harmonie avec l'environnement est une garantie de paix et de progrès.

Le développement social avec équité et bien-être pour la majorité permet de progresser comme pays;

Une Colombie en paix jouera un rôle actif et souverain dans la paix et dans le développement régional et mondial;

Il s'avère important de développer la démocratie en tant que condition visant à bâtir des fondements solides pour la paix;

Avec l'engagement total du gouvernement national et des FARC-EP en vue de parvenir à un accord et l'invitation adressée à toute la société colombienne, aux organismes d'intégration régionale et à la communauté internationale à se joindre à ce processus »

Source : [Acuerdo General para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera](#). La Habana, le 4 septembre 2012. 6 pages. En ligne :Source :

II. L'Accord de paix

Nous reproduisons des extraits du texte du Préambule de l'entente qui donnent un aperçu de l'esprit et les fondements qui président à l'Accord, extraits que nous avons traduits de l'espagnol

« Rappelant que les négociations à La Havane entre les délégués du gouvernement national présidé par le président Juan Manuel Santos et les délégués des Forces armées révolutionnaires de la Colombie-EP, avec la décision mutuelle de mettre fin au conflit armé national, prirent naissance à la suite de la réunion exploratoire tenue dans la capitale de la République de

Cuba entre le 23 février et le 26 août 2012 »;

« Ayant à l'esprit qu'à la suite des discussions exploratoires susmentionnées il y eut un accord général pour la résolution des conflits et la construction d'une paix stable et durable, accord signé à cette date en présence de témoins nationaux et devant les délégués de la République de Cuba et du Royaume de Norvège qui ont, à partir de ce moment-là, servi de témoins, et de pays garants du processus »;

« ... En soulignant que l'Accord final accorde une attention particulière aux droits fondamentaux des femmes, des groupes sociaux vulnérables tels que les peuples autochtones, les enfants et les adolescents, les communautés noires et d'autres groupes ethniques distincts; les droits fondamentaux des agriculteurs paysans, les droits fondamentaux des personnes en situation de handicap et déplacées pour des raisons dues au conflit; les droits fondamentaux des personnes âgées et la population ».

« Considérant que, selon l'avis du gouvernement national, les transformations qu'implique le présent accord devraient contribuer à inverser les effets du conflit et de changer les conditions qui ont facilité la persistance de la violence sur le territoire; et que, selon l'avis des FARC-EP, ces changements devraient aider à résoudre les causes historiques du conflit, tels que la question non résolue de la propriété foncière et, en particulier, sa concentration, l'exclusion de la paysannerie et le retard des communautés rurales, affectant surtout les femmes et les enfants ».

« Valorisant et réalisant que le fondement central de la paix consiste à promouvoir la présence de l'action efficace de l'État sur tout le territoire national, en particulier dans de nombreuses régions abandonnées en raison de l'absence d'une fonction publique et en raison des effets du conflit armé interne. La paix est l'objectif essentiel de la réconciliation nationale en vue de construire un nouveau paradigme du développement et du bien-être territorial au profit de larges secteurs de la population à ce jour victime de l'exclusion et empreinte au désespoir »

Source [Mesa de Conversaciones](#)

III. Signature de l'Accord de paix à La Habana, Cuba, le 24 août 2016

Après quatre ans de négociation entre le gouvernement de la Colombie et les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) l'Accord de paix a été signé entre les parties le 24 août 2016 à la Habana, Cuba. Cet accord a été obtenu sur la base d'un plan de négociation accepté par les parties le 2 septembre 2012.

Voici, à l'occasion de la signature de l'Accord, quelques extraits du reportage effectué par Euronews :

« Les Colombiens se sont réveillés jeudi matin avec l'espoir de voir enfin se concrétiser la finalisation d'un Accord de paix avec la guérilla des FARC. Quatre années ont été nécessaires pour finaliser la reddition des forces révolutionnaires de Colombie mais la reddition des guérilleros marxistes se fera sous étroite conditions et les Colombiens devront se prononcer par référendum ».

Selon le chef de la délégation gouvernementale, Humberto de la Calle, « *il y a deux chemins possibles, soit nous continuons un conflit qui agonise et qui a déjà fait près de sept millions*

de victimes, soit nous optons pour une paix solide et c'est ce que les Colombiens doivent faire ».

Cet Accord fournira « *des opportunités pour la croissance future et pour l'amélioration du fonctionnement de la politique* ».

« *Les FARC remettront leurs armes aux Nations Unies...pour que cet Accord de paix soit ratifié il devra recueillir au moins 13% des suffrages* ».

IV. La ratification de l'Accord par les FARC dans le cadre de la XIème Conférence nationale entre les 17 et 24 septembre 2016

Nous reproduisons des extraits du reportage fourni par Florence Panoussian de l'AFP en provenance de Bogota :

« L'accord de paix conclu avec les Farc le 24 août, après d'après négociations délocalisées à La Havane depuis novembre 2012, doit être signé par le chef de l'État et par le leader suprême de la guérilla, Rodrigo Londoño, plus connu sous ses noms de guerre Timoleon Jiménez ou Timochenko ».

« Le 29 août à minuit est entrée en vigueur le premier cessez-le-feu bilatéral et définitif jamais ordonné avec les Farc, la plus ancienne rébellion de Colombie née en 1964 d'une insurrection paysanne et qui compte encore quelque 7500 combattants armés ».

« Avant sa signature, l'accord de paix doit être ratifié par la Xe conférence nationale des Farc, qui débutera le 17 septembre. Initialement prévue à partir du 13, elle a été reportée vendredi «pour des raisons logistiques», selon un communiqué de la guérilla. «Du 17 au 23 septembre, nous réaliserons la Xe Conférence, terminant ainsi le cycle des discussions avec la base guérillera», a ensuite tweeté Timochenko ».

« Cette «dernière conférence de notre organisation en armes (...) ratifiera les accords de paix et entérinera la transformation des Farc en mouvement politique légal», a indiqué la guérilla. Fait exceptionnel, elle doit être ouverte à 50 invités nationaux et internationaux, ainsi qu'à la presse car, selon les Farc, «l'importance historique de cet événement justifie que les peuples de Colombie et du monde s'informent directement ».

« Une fois ratifié par les Farc puis signé, l'accord de paix de 297 pages, qui contient six points principaux (fin des combats, réparations aux victimes, trafic de drogue, réforme agraire et ratification de l'accord), sera soumis le 2 octobre à l'avis des Colombiens par référendum.»

Source : [La Colombie signera la paix avec la guérilla des Farc le 26 septembre](#), La Presse, 2 septembre 2016

Ce conflit, le plus ancien d'Amérique latine, a fait au moins 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,8 millions de déplacés depuis plus d'un demi-siècle ([La paix en Colombie sera signée entre le 20 et le 26 septembre](#), La Presse, 27 août 2016).

V. La signature de l'Accord de paix à Cartagena, en Colombie, le 26 septembre 2016 (figure 1)

La paix a été signée le 26 septembre à Carthagène en Colombie, sur la base d'un Accord

conclu entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), un Accord qualifié d'historique.

Figure 1. **Signature de l'Accord à Cartagena en Colombie**



[GETTY](#) Source : [bbc.com](#)

« Quinze chefs d'État latino-américains ont assisté à cette cérémonie inédite, à commencer par le Cubain Raul Castro (au centre), dont le pays a accueilli les négociations. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (2e à partir de la gauche), a félicité « tous ceux qui ont rendu possible ce jour mémorable » . ([La Presse.ca](#))

Selon le ministre de la Défense Luis Carlos Villegas:

« Lundi à minuit entrera en vigueur le cessez-le-feu définitif des forces de l'ordre envers les Farc, ordonné par M. Santos. Cette guérilla, issue en 1964 d'une insurrection paysanne, observe pour sa part, depuis le 20 juillet 2015, une cessation unilatérale de ses offensives contre l'armée, comme preuve de son engagement dans le processus de paix ».

« M. Villegas a déclaré qu'à partir de lundi seront identifiés les « corridors » que devront emprunter les guérilleros pour rejoindre les 22 zones et les huit campements, répartis dans tout le pays, où ils se rassembleront pour déposer les armes, puis suivre le processus de réinsertion dans la société civile ».

« Toutes les garanties sont là pour que les Nations unies commencent à partir de lundi à remplir leur rôle de vérificateur », a-t-il dit ».

VI. La tenue d'un référendum pour l'acceptation de l'Accord par le peuple de la Colombie le 2 octobre 2016

« Les électeurs vont devoir répondre par «oui» ou par «non» à la question: « Appuyez-vous l'accord final d'achèvement du conflit et de construction d'une paix stable et durable? ». Pour l'emporter, le «oui» devra recueillir au moins 4,4 millions de voix (13% de l'électorat) et le «non» un score plus faible. En cas de rejet, ce qui a été conclu à La Havane serait annulé » (1)

Conclusion

Avant la tenue du référendum, on pouvait affirmer que :

« La Colombie s'acheminait ainsi vers la fin d'une guerre fratricide, le plus ancien conflit armé des Amériques. Au fil des décennies, il a impliqué plusieurs guérillas d'extrême-gauche, dont l'Armée de libération nationale (ELN, encore active), des milices paramilitaires d'extrême-droite et l'armée, faisant au moins 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,9 millions de déplacés (lapresse.ca).

Dans l'Accord de paix on peut apprécier la ferme détermination des parties d'obtenir une reconnaissance internationale et de vouloir inscrire dans le corpus législatif national les diverses dispositions permettant l'application de l'Accord et ainsi de mettre un terme à la guerre et de construire une paix stable et durable.

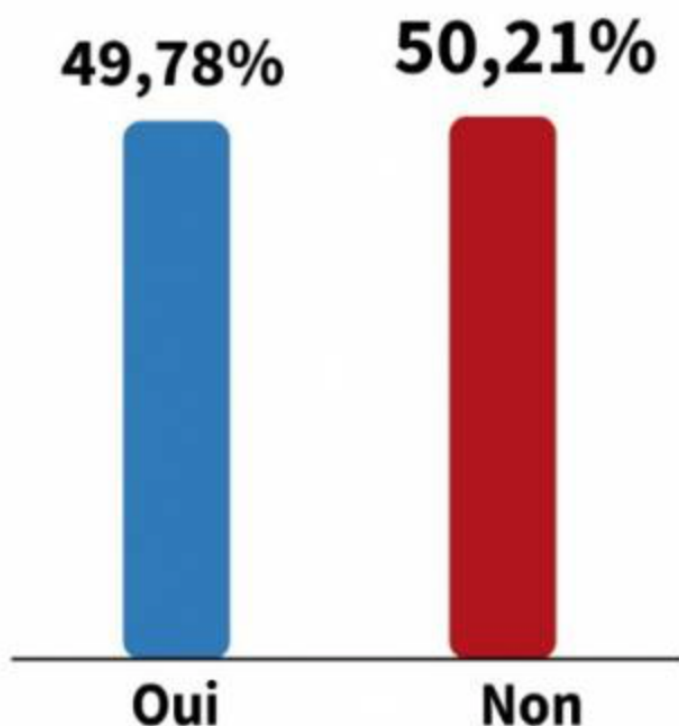
Rejet de l'Accord par une très faible majorité. Une grande déception pour les équipes de négociation et pour tous les artisans de la paix

La tenue du référendum s'est déroulée sans incident. Le Non l'a emporté par une très faible majorité de 50,21% devant le Oui à 49,78%, scrutin pour lequel la participation a été de 37,28%. Ce résultat a grandement surpris, car les divers sondages sur les intentions de vote donnaient le Oui gagnant à 55% et au-delà (figure 2).

Figure 2. **Les résultats officiels du référendum en Colombie**

Colombie : l'accord de paix rejeté

Résultats officiels du référendum



"Soutenez-vous l'accord final d'achèvement du conflit et de construction d'une paix stable et durable?"

Source : commission électorale

© AFP

Source :

<http://www.la-croix.com/Monde/Colombie-emporte-referendum-accord-paix-avec-Farc-2016-10-03-1300793220>

Devant ce résultat le gouvernement et les FARC ont exprimé leur déception : « Le gouvernement a plusieurs fois déclaré ne pas avoir de plan B en cas d'échec du Oui et il a, comme les Farc, écarté toute éventualité de renégociation de l'accord » ([HYPERLINK « http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201610/02/01-5026632-les-colombiens-rejettent-par-referendum-laccord-de-paix-avec-les-farc.php »](http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201610/02/01-5026632-les-colombiens-rejettent-par-referendum-laccord-de-paix-avec-les-farc.php) <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201610/02/01-5026632-les-colombiens-rejettent-par-referendum-laccord-de-paix-avec-les-farc.php>).

Les résultats du référendum peuvent être interprétés principalement de la manière suivante : Les partisans du Non animés par l'ancien président Uribe ne peuvent accepter un Accord jugé trop laxiste avec, notamment, la participation politique légale pour les Ex-FARC, avec plusieurs sièges au Parlement et des aides financières pour les ex-guerrilleros de base.

Le Président colombien, depuis l'annonce des résultats, voyant sans doute son avenir politique en jeu, a annoncé la reprise des pourparlers avec les FARC afin de trouver un compromis avec eux. Cette décision serait basée sur une proposition formelle des FARC de reprendre les négociations.

Les FARC ont affirmé qu'ils respecteraient l'arrêt des hostilités et qu'ils continueraient de travailler pour la paix. Enfin, ils ont exprimé l'avis que le gouvernement se devra d'être conséquent avec l'esprit de l'Accord même s'il n'a pas été accepté par une majorité de Colombiens.

La rencontre entre le Président et ses prédécesseurs Uribe et Pastrana qui a eu lieu le 5 octobre (2) nous fait craindre que, sous la pression de la droite radicale, avec la reprise des négociations, les termes de l'Accord, risquent d'être édulcorés et que le conflit reprenne dans un futur rapproché. Il ne faut pas oublier que cet État de la Colombie, l'un des plus militarisés de la planète, a permis, pendant toute cette période de guerre, aux différents pouvoirs qui se sont succédés de justifier, avec ce conflit, des dépenses militaires considérables et de commettre, en toute impunité, des actes de violence qualifiés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Dans un tel contexte, même si les termes de l'Accord donnent préséance aux règles du droit, il est bien difficile de voir bientôt une Colombie en paix. Une très longue période de réconciliation entre l'État et le peuple sera nécessaire. Empruntant les termes de l'Accord, il importe de relever les bonnes intentions exprimées par les négociateurs qui écrivent, dans le préambule de l'Accord, que « le but essentiel de la réconciliation nationale est la construction d'un nouveau paradigme de développement et de bien-être territorial pour le bénéfice de larges secteurs de la population victimes jusqu'à maintenant d'exclusion et plongés dans le désespoir » (mesadeconversaciones.com).

Jules Dufour

(1) Sources des citations :

<http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/02/01-5016710-la-colombie-signera-la-paix-avec-la-guerilla-des-farc-le-26-septembre.php>

<http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/02/01-5016710-la-colombie-signera-la-paix-avec-la-guerilla-des-farc-le-26-septembre.php>

(2) Sources :

<http://www.elmundo.es/internacional/2016/10/05/57f54f5322601dda668b4573.html>

<http://www.elmundo.es/internacional/2016/10/05/57f54f5322601dda668b4573.html>

Références

Acuerdo final para la terminacion del conflicto y la construccion de una paz stable y duradera. Le 24 août 2016. 297 pages. En ligne : HYPERLINK

« https://www.mesadeconversaciones.com.co/sites/default/files/24_08_2016acuerdofinalfinalfinal-1472094587.pdf »

https://www.mesadeconversaciones.com.co/sites/default/files/24_08_2016acuerdofinalfinalfinal-1472094587.pdf

AP et AFP. **Jour historique pour la Colombie, qui signe la paix avec les FARC.** Journal Le Devoir, le 27 septembre 2016, p. B5.

AFP et EL DIAMANTE. 2016. **Colombie: les FARC disent «unanimement» oui à la paix.** L'APRESSE.CA. LE 23 septembre 2016. En ligne : <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/23/01-5023678-colombie-les-farc-disent-unanimement-oui-a-la-paix.php>

AFP. 2016. **La «signature solennelle» des accords de paix entre le gouvernement colombien et les Farc, pour mettre fin à plus d'un demi-siècle de conflit armé, aura lieu entre le 20 et le 26 septembre, a annoncé samedi le ministre de la Défense.** L'APRESSE.CA. Le 27 août 2016. En ligne : <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201608/27/01-5014689-la-paix-en-colombie-sera-signee-entre-le-20-et-le-26-septembre.php>

BBC NEWS. 2016. **Colombia referendum: Voters reject Farc peace deal.** Le 2 octobre 2016. En ligne : <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-37537252>

FAJARDO, José. **COLOMBIA. Uribe tras su encuentro con Santos: « Es mejor la paz para todos que un acuerdo débil para la mitad ».** Le 6 octobre 2016. En ligne : <http://www.elmundo.es/internacional/2016/10/05/57f54f5322601dda668b4573.html>

EURONEWS.COM. 2016. **Colombie - FARC : la paix est à construire.** Le 26 août 2016. En ligne : <http://fr.euronews.com/2016/08/26/colombie-farc-la-paix-est-a-construire>

INFORMACION. 2016. **Declaración de Humberto de la Calle al cierre del acuerdo final entre el gobierno colombiano y las Farc-EP.** Oficina del Alto Comisionado para la Paz, Bogotá D.C. Le 24 août 2016. En ligne : <http://www.derechos.org/nizkor/colombia/doc/paz685.html>

LA CROIX. 2016. **Colombie: incertitude après le rejet de l'accord avec les Farc.** Le 3 octobre 2016. En ligne : <http://www.la-croix.com/Monde/Colombie-emporte-referendum-accord-paix-avec-Farc-2016-10-03-1300793220>

LA JORNADA IN LINEA. 2016. **Volver a negociar, decisión de FARC, dice el gobierno.** Le 4 octobre 2016.

En ligne : <http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2016/10/04/en-manos-de-farc-seguir-o-no-con-negociacion-gobierno>

MSN NOTICIAS. 2016. **Conozca los puntos del Acuerdo entre el Gobierno de Colombia y las FARC-EP.**

En ligne : <http://www.msn.com/es-xl/noticias/otras/conozca-los-puntos-del-acuerdo-entre-el-gobierno-de-colombia-y-las-farc-ep/ar-AAhyCZg>

PANOUSSIAN, Florence. 2016. **La Colombie signera la paix avec la guérilla des Farc.** AFP. L'APRESSE.CA. Le 2 septembre 2016. En ligne : <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/02/01-5016710-la-colombie-signera-la-paix-avec-la-guerilla-des-farc-le-26-septembre.php>

PANOUSSIAN, Florence. 2016. **Les Colombiens rejettent par référendum l'accord de paix avec les Farc**. AFP. LAPRESSE.CA. Le 2 octobre 2016. En ligne : <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201610/02/01-5026632-les-colombiens-rejetten-t-par-referendum-laccord-de-paix-avec-les-farc.php>

PFLIMLIN, Edouard. 2016. **Colombie : nouveaux pourparlers avec les FARC**. Le Monde.fr. Le 4 octobre 2016. En ligne :

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/10/04/colombie-nouveaux-pourparlers-avec-les-farc_5007725_3222.html

RIAÑO, Felix. 2016. **Lectura del Acuerdo de Paz**. COMISION INTERECLESIAL DE JUSTICIA Y PAZ. Le 26 août 2016. En ligne : <http://justiciaypazcolombia.com/Lectura-del-Acuerdo-de-Paz>

ANNEXES

Annexe I. **Table des négociations le 4 septembre 2012**

Acuerdo General para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera (Accord Général pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable)

Source : **Acuerdo General para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera**. La Habana, le 4 septembre 2012. 6 pages. En ligne : <https://www.mesadeconversaciones.com.co/sites/default/files/AcuerdoGeneralTerminacionConflicto.pdf>

Annexe II. **Référence à la version finale de l'Accord de paix - 11 mai 2016**

Acuerdo final para la terminacion del conflicto y la construccion de una paz estable y duradera. Le 24 août 2016. 297 pages. En ligne : https://www.mesadeconversaciones.com.co/sites/default/files/24_08_2016acuerdofinalfinalfinal-1472094587.pdf

Annexe III. **Déclaration de Humberto Calle, négociateur en chef du gouvernement colombien le 24 août 2016**

« Aujourd'hui, nous avons atteint l'objectif. La signature d'un accord définitif avec les FARC est la fin du conflit armé. La meilleure façon de gagner la guerre est de nous assoir et de parler de paix. La guerre est finie. Mais il y a aussi un nouveau départ. Cet accord ouvre des possibilités pour entreprendre une étape de transformation de la société colombienne. Avec comme toile de fond de la réconciliation, nous ouvrons la porte à une société plus inclusive dans laquelle nous nous reconnaissons comme Colombiens, « dans laquelle personne ne craint pour son intégrité en raison de ses idées politiques ».

« Toutefois, nous ne nous évaluons pas nous-mêmes. Je pense que nous avons fait le

meilleur travail possible, mais la note dépend des Colombiens. En temps que délégués du Président de la République, le Dr Juan Manuel Santos, nous devons attendre avec humilité le verdict de la citoyenneté. Nous ne tomberons pas dans l'arrogance. Mais nous sommes confiants. Nous croyons que nous avons réussi à construire un pacte fondamental pour le bien du pays. Nous n'avons pas fait de véritables négociations. Nous avons changé les fusils par ceux de nos convictions. Nous sommes confiants d'avoir obtenu une feuille de route pour la Colombie. Nous croyons qu'après une évaluation sérieuse de ce que nous avons obtenu, ce sera un chemin positif pour l'avenir. Il est temps de donner une chance à la paix. Mais nous ne tomberons pas dans le piège de l'exaltation de notre propre travail. Ce sera aux Colombiens de décider si nous avons réussi ».

« Je termine avec une voix personnelle : ... Mes convictions et les valeurs restent intactes. Je suppose que ce fut la même chose pour les membres de la guérilla. La Table n'était pas un exercice de condescendance, ou d'échanges d'impunités. Cela signifie pour moi que j'ai grandi spirituellement. Aujourd'hui, je connais mieux la Colombie. Aujourd'hui, la souffrance de nombreux compatriotes me fait plus mal. Mais j'ai aussi appris beaucoup de choses sur la résilience des Colombiens, leur générosité et leur joie » (<http://www.derechos.org/nizkor/colombia/doc/paz685.html>).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Jules Dufour](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Prof. Jules Dufour](#)

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca